



15 Août 2009

Mail : gsen.edfgdf@free.fr
<http://energiesocialiste.free.fr>

Un an après l'éclatement de la crise financière et la privatisation de GDF, **Où va le Secteur de l'Énergie en France et en Europe ?**

Une contribution à la réflexion du GSEN Energie EDF-GDF à l'occasion de l'université d'été 2009

Il y a à peine un an, à la même époque, les prix du pétrole et du gaz naturel amorçaient soudain une baisse rapide qui devait les conduire au quart de leur valeur. A la même époque, après deux ans et demi de résistance des Français et des salariés, dont l'élection de Nicolas Sarkozy devait sonner le glas, Gaz de France était finalement privatisée, alors que son fonctionnement et ses résultats, depuis soixante ans d'existence aux côtés d'EDF donnait toute satisfaction aux Français. Gaz de France était dissout dans un groupe financier d'assemblage récent Suez-Electrabel-Lyonnaise des Eaux. A peine quelques semaines plus tard, la crise financière mondiale devait éclater, ouverte par la faillite de la banque d'investissement *Lehmann Brothers*, qui en donna le coup d'envoi le 15 septembre 2008 dernier. Même si cela a peut-être été moins visible que pour l'immobilier, c'est bien le secteur de l'énergie, qui, dans l'économie réelle, en raison de son importance centrale, est au cœur de la tourmente et l'un des principaux enjeux. Le GSEN Energie EDF-GDF analyse ici les derniers événements énergétiques de l'été 2009 et en revient, conforté par l'observation des conséquences de la crise financière sur le secteur énergétique dans le monde, aux conclusions politiques qu'ils en tiraient déjà à la veille de l'Université d'été 2008 et du Congrès de Reims.

L'approfondissement du chaos

La restructuration du secteur de l'énergie en France a été imposée aux Français contre leur volonté, avec force acharnement, ruses et mensonges (cf. déclaration de Nicolas Sarkozy, alors Ministre des Finances, en 2004 à la Centrale de Chinon devant ses salariés). Elle a pris son tournant définitif avec la défaite de la gauche en 2002, quelques mois après la faillite d'ENRON et il revient à Nicolas Sarkozy depuis son élection de donner le coup de grâce au système énergétique que la France, tirant les leçons de l'échec des formes d'organisation précédentes héritées du capitalisme du second empire, avait construit avec succès dans le grand élan de la libération de notre pays. Chacun peut constater au jour le jour l'approfondissement du chaos énergétique dans lequel, en dépit de la confusion

entretenu et qui en fait partie, a été plongé notre pays. Au fil de l'année, le GSEN Energie EDF-GDF en a tenu la chronique et, aux côtés des syndicats des entreprises, a tenté, avec l'appui des secrétariats nationaux à l'Industrie et aux Services Publics de s'opposer à cette tendance dans les difficiles conditions politiques du moment¹.

Comme l'a déclaré Marcel Boiteux, récemment dans une interview accordée à la journaliste de Médiapart, Martine Orange, : "la situation n'est pas très heureuse...le passage à la concurrence a coûté horriblement cher...par exemple, rien qu'au niveau commercial, trois milliards d'euros pour mettre en concurrence des gens qui autrefois marchaient ensemble sans problèmes. ...Le paradoxe est que, alors que l'introduction de la concurrence était censée faire baisser les prix, Bruxelles exige à présent d'augmenter les prix pour permettre la concurrence..."

Depuis l'interview dans Paris Match de juillet de P. Gadonneix, Président d'EDF, appelant à "une hausse des tarifs [de l'électricité] de 20% pour cesser de s'endetter", à quelques pages seulement d'un interview de Manuel Valls en regard (où ce dernier déclarait vouloir faire appel à des agences de publicité pour trouver un nouveau nom au Parti Socialiste qu'il estime devoir disparaître, son nom bien sur), il fallait se préparer à un nouveau mauvais coup de l'été dans le domaine de l'énergie.

Il a pris la forme d'un [long arrêté au Journal Officiel](#), il y a quelques jours seulement, le jeudi 13 août 2009. Sa lecture révèle les destructions supplémentaires des principes de tarification du service public qu'il introduit dans la nouvelle structure des prix qu'il y définit. Par exemple, selon la *Commission de Régulation de l'Énergie* elle-même (CRE), les tarifs bleus de petites puissances connaissent des "augmentations de facture d'autant plus élevées que la consommation du site est faible (plus de 10% pour des consommations inférieures à 1000 kWh)". La CRE, présidée par Philippe de Ladoucette, ancien directeur de cabinet du Ministre ultra-libéral de l'économie, *Alain Madelin*, est le grand ordonnateur des détails de mise en oeuvre la destruction/restructuration du système énergétique français. Si elle se félicite bien sur que l'évolution engagée dans ce mouvement tarifaire aille dans le sens qu'elle souhaite (notamment en dissociant la part réseau et la part fourniture des tarifs), elle exige pour le prochain mouvement

¹ On peut consulter, à ce propos, le site du GSEN : <http://energiesocialiste.free.fr>

tarifaire l'abandon total de la tarification au coût marginal, sur la base d'un parc optimal à l'horizon 15 ans, historiquement utilisée par EDF, et demande l'adoption d'une méthode de tarification qui reposera désormais sur **"une anticipation de la structure du marché interconnecté, à partir du parc de production réel aujourd'hui en fonctionnement, des hypothèses d'investissements et des prévisions d'évolution de la demande sur un horizon de trois à cinq ans."** Le caractère technique du sujet est utilisé à dessein pour interdire toute incursion de la démocratie dans le processus de décision des prix. Mais derrière cet écran et la confusion intellectuelle qui y est entretenue à dessein, c'est bien le raisonnement financier à court terme des multinationales de l'oligopole, et des mouches du coche *Poweo*, *Direct Energie*, ou *Altergaz* qu'avec les encouragements de la CRE, elles acceptent volontiers de nourrir pour alimenter la fiction de l'existence d'une concurrence, et ce sont les décisions privées d'investissements en Europe qui imposeront leurs conséquences tarifaires et détermineront ainsi le niveau toujours plus élevé de la facture d'électricité des Français en fonction uniquement de leurs stricts besoins privés de rentabilité financière maximale et toujours croissante.

Si chacun peut constater et mesurer la manifestation du chaos sur les prix, il se manifeste également dans l'instabilité réglementaire et législative qui règne dans le secteur de l'énergie depuis 2002, au niveau européen et français. La situation est devenue telle, que directives, lois et décrets doivent tenter en permanence de s'adapter, de corriger, de rectifier, d'élargir dans le plus grand désordre les règles censées s'imposer dans cette folle poursuite de la fiction d'un marché européen de l'énergie, dans un cadre idéologique qui démontre chaque jour sa vanité mais couvre d'un voile de confusion l'espace laissé ainsi à la prise de pouvoir et à la montée en puissance elles très réelles d'énormes intérêts privés, sur les ruines des systèmes nationaux.

Dans ce climat, la construction de l'oligopole privé se poursuit, alimenté par les mesures et décisions de Bruxelles accompagnant les fusions et acquisitions/privatisations et les investissements financiers aventuriers se développent dans cette voie, n'hésitant pas à jouer aussi avec la question nucléaire, avec une légèreté qui effraie. Nous ne reviendrons pas sur les aventures d'EDF, se coltinant avec Warren Buffet, aux Etats-Unis et reprenant l'entreprise *Constellation* et ses actifs nucléaires, poussés au bord de la faillite par les conséquences sur ses activités de trading de la faillite de *Lehmann Brothers*, ou sur celles dans le même esprit, mais en Europe cette fois, conduisant cette entreprise désorientée à prendre en charge le nucléaire britannique existant, en rachetant *British Energy*. Les sommes ainsi dépensées, pour un total dépassant 18 milliards d'Euros, conduisent les mêmes responsables à annoncer vouloir réduire de cinq milliards un endettement excessif et donc à introduire l'idée d'entrer par nécessité dans le jeu de la cession d'actifs (celle du RTE, le réseau filiale d'EDF est avancée) et bien sur dans celui de l'augmentation des prix (cf. supra l'augmentation de 20% réclamée par Gadonneix pour poursuivre ses aventures) et de la réduction des coûts (charges salariales, maintenance, sûreté, protection de l'environnement).

Cette situation déstabilisante, qui remet en cause le consensus nucléaire dans notre pays, est exploitée par Nicolas Sarkozy et ses amis pour essayer de remodeler la filière nucléaire en fonction de leurs objectifs politiques, reflet des intérêts privés qu'ils expriment plus ou moins directement. Alors que le chantier de l'EPR en cours de construction par l'attelage Areva-Bouygues en Finlande subit de graves déboires, l'alliance franco-allemande Areva-Siemens pourtant porteuse d'avenir européen a été incompréhensiblement dénouée, la présence de GDFSuez a été

Fig N° 1 : une nouvelle ambiance...très professionnelle,

Direct Energie est une filiale d'une part du groupe familial multinational de négoce **Louis Dreyfus** (grains, transport maritime, énergie, immobilier ...), surtout connu pour ses activités dans le football (principal actionnaire de l'OM) et d'autre part de François 1^{er} Energie, nom mystérieux de la société de gestion de la fortune acquise par **Stéphane Courbit** dans la production audiovisuelle (Emission "Loft Story..."). **Alain Minc** figure à son Conseil d'administration.

imposée directement par Sarkozy pour la participation à la construction d'un prochain EPR par EDF. Areva T&D, sa filiale d'équipements de transmission et de distribution d'électricité a été démantelée. Ces décisions préparent la privatisation totale d'EDF, puisque à partir du moment où GDFSuez est reconnu par l'Etat comme acteur nucléaire, plus rien ne l'interdit désormais, surtout lorsqu'il s'agira de réduire la dette de l'Etat. Elles annoncent la restructuration de la filière nucléaire, une fois bien sur que la visibilité existera sur les conditions d'apparition d'une nouvelle rente nucléaire et sur l'assurance des termes de son partage entre les intérêts financiers qui lorgnent dessus, comme sur le reste.

Le chaos prend aussi la forme inquiétante de déboires techniques inédits, comme les difficultés observées sur les chantiers nucléaires, lors des tempêtes, voire les accidents liés aux choix d'investissements qui sont faits, de nature financière plutôt que physique. C'est ainsi que le huit juin GDF Suez a été condamné par le tribunal de Mulhouse pour homicides involontaires « par imprudence, négligence dans la définition, l'évolution et la mise en œuvre de la politique de renouvellement des canalisations en fonte grise conduite au cours des années 1990-2004. », après la mort de 19 personnes des suites d'une explosion causée par une fuite de gaz sur une conduite en fonte grise, en décembre 2004. Le procès de Mulhouse venait après la condamnation en appel en 2006 de GDF pour sa responsabilité dans une explosion due à la rupture d'une fonte grise, qui avait fait 11 morts et 3 blessés en décembre 1999 à Dijon. "GDF - qui connaissait le caractère fragile et dangereux des fontes grises dites cassantes, qui en avait décidé le remplacement et disposait des moyens pour le faire - a négligé de poursuivre cet objectif, manquant ainsi à son obligation de sécurité", avait alors estimé la cour d'appel de Dijon. Les moyens en question étaient orientés de préférence vers les investissements financiers de rachat à bon compte d'entreprises gazières slovaque ou roumaine.

Au niveau international, les crises Georgienne et surtout ukrainienne, en relation avec la politique internationale de Sarkozy, marquée par un retour dans le Commandement Intégré de l'Otan, symbolise la déstabilisation introduite dans les relations énergétiques avec nos fournisseurs historiques par cette quête européenne mystique et exclusive d'un impossible marché de l'énergie et les répercussions graves que son fonctionnement inefficace est susceptible de provoquer. Pour l'heure, elles ont

entraîné, à contresens de l'histoire que nous souhaitons le repli de chaque pays européen sur lui-même pour garantir ses approvisionnements dans des relations bilatérales privilégiées, l'Allemagne et l'Italie choisissant de les conforter par une forte relation de coopération sur le gaz avec la Russie (Gazoducs *Nordstream* et *Southstream*) et la France se retrouvant contrainte d'abandonner sa posture toute tournée vers l'aide à la construction d'un marché mondial du gaz et du GNL et obligée finalement d'envoyer de toute urgence au cours de l'été en délégation chez Poutine, Mestrallet, le Pdg de la multinationale privée GDFSuez, assemblée il y a peine quelques mois et soudain investie par Sarkozy de cette responsabilité souveraine. Alors qu'aujourd'hui l'écart entre le PNB par habitant en Bulgarie et celui au Luxembourg est supérieur à celui qui sépare ceux des Etats-Unis et la Chine, n'y aurait-il d'autre mesure prioritaire de développement énergétique, adaptée à chacune des situations si contrastées des différents territoires géographiques européens, à prendre que cette obsessionnelle construction d'un marché unique et mythique de l'énergie qu'on fait mine de croire capable de résoudre comme par miracle ce genre de disparités inadmissibles en Europe. Ne faut-il pas à l'opposé faire de ces différences une chance et une force, et éviter ainsi de surcroît toutes les dépenses et les fragilités qu'un luxe d'interconnexions inutiles généreraient, en passant outre le lobbying forcené de l'oligopole et notamment des entreprises de réseau (qui s'est manifesté jusque dans le programme du PES aux dernières élections européennes où il s'est fait remarquer par des formulations outrageusement précises dans un document à portée si générale)..

Enfin, cette situation trouve sa traduction en terme social. EDF et GDFSuez ont été affectés pendant tout le premier semestre par un conflit d'une essence différente, du fait de l'œuvre de démolition en cours et du comportement nouveau des directions qui lui est forcément associé. En procédant à des réquisitions illégales et en privant des salariés du droit de grève (4000 dans le nucléaire), en plaçant les conflits sur le terrain judiciaire (à Erdf et Grdf), en multipliant les commissions de discipline pour juguler l'action syndicale, la nature du "management" des entreprises du secteur de l'énergie est ainsi fondamentalement transformée, mettant à bas le consensus social qui y régnait et qui était le facteur essentiel, technique et économique, de la possibilité de la réussite effective de ces entreprises de secteur public. Cette réalité sociale est à mettre en regard avec le traitement réservé aux salaires des dirigeants (multiplication par trois en un an du salaire de Cirelli, adjoint de Mestrallet à la Présidence de Suez, distribution de stock-options et alignement des salaires des cadres de dirigeants de l'ex-GDF sur ceux de Suez pour les associer au processus de fusion par un intéressement personnel direct, proche de la corruption, dans une entreprise où l'ensemble des syndicats et les salariés se sont opposés jusqu'au bout pendant deux ans et demi à la privatisation par dissolution dans Suez).

Ce chaos, tant il est évident en dépit de l'enfumage de l'industrie de la communication et des sondages mobilisée pour effacer aussitôt à la hâte tout vestige significatif du système en cours de démolition, est perçu par tous les Français d'un façon ou de l'autre.

La cellule opinion et le laboratoire des idées dans son étude "La société française en 2009, permanences et ruptures", présentée lors du Séminaire du projet de Marcoussis au début juillet, fait le même constat à sa manière :

" Les Français se démarquent par rapport aux autres pays européens par leur volonté de « réformer le système capitaliste en profondeur » ; c'est le cas de 53% d'entre eux, contre 32% des Espagnols, 26% des Allemands, 19% des Britanniques, 10% des Suédois (les répondants des autres pays privilégiant la solution

d'un capitalisme « réformé sur quelques points »). Ce souhait d'une réforme en profondeur témoigne surtout d'une **dégradation considérable de l'image des grandes entreprises et des banques** (même chez les sympathisants de droite), qui entraîne elle-même une **stigmatisation plus générale du secteur privé**. De manière corollaire, les entreprises publiques sont valorisées, et spontanément associées à la notion de service public (les deux notions sont d'ailleurs souvent confondues). Ce dernier point, ainsi que la bienveillance relative dont jouissent les PME comme le nouveau statut d'auto-entrepreneur, montrent surtout que les Français souhaitent un capitalisme moralisé, reconnaissant la valeur des individus et de leur travail."

Même si la conclusion politique rapide qu'en tirent les auteurs ne semble à l'évidence n'avoir que peu de rapport logique ou politique avec le constat que font les auteurs, le constat effectué confirme en langage *sondager* la perception qui s'impose à toute personne de bonne foi.

L'énergie et la crise financière

Si le chaos organisé constitue le terreau de la privatisation et de la financiarisation déjà bien avancée du secteur en France, la crise financière ouverte en septembre dernier fait déjà apparaître les fractures et la perversité des relations que le monde de la finance entretient avec l'économie réelle de l'énergie. Les Etats-Unis, qui ont pour leur part gelé le processus de déréglementation et de restructuration des systèmes électriques et gaziers au lendemain de la faillite d'ENRON en décembre 2001, doivent être observés, mondialisation et leadership énergétique mondial obligent, avec une lucide attention. Basé sur l'existence d'un nombre important d'*utilities* assurant la fourniture d'électricité et du gaz, privées et régulées (on peut s'étonner à cet égard que la France soit aujourd'hui dotée des deux plus grandes compagnies des eaux dans le monde, et qu'aujourd'hui elle le soit également de la première utilité mondiale pour l'énergie. Champion du monde ! Certes, mais qu'est-ce qui a nourri ce classement anormal, pompant des ressources qui auraient pu être plus utiles ailleurs ?), les relations de cette industrie avec la finance, en particuliers depuis la crise de 1929, ont été particulièrement surveillées par la représentation politique de ce pays et les Commissions qu'elle a instituées. Le fonctionnement de la démocratie américaine, les pouvoirs d'investigation de ses institutions parlementaires nous fournissent des éléments d'information et d'appréciation, que malheureusement le travail parlementaire dégradé des institutions françaises correspondantes, surtout depuis la restructuration engagée par Bruxelles, ne peut pas mesurer et s'avère incapable de fournir, bien que les évolutions affectent tous les pays au titre de la mondialisation en cours.

On voit bien aux Etats-Unis, que la financiarisation de l'économie a eu des répercussions fondamentales, non seulement dans le domaine des sub-primes mais également dans le domaine de l'énergie. Elle permet notamment d'interpréter les évolutions phénoménales des prix des énergies. Le volume des échanges sur l'*Intercontinental Exchange*, principale place de marché internationale sur laquelle s'échangent des produits financiers variés assis sur les produits énergétiques ou les commodités, a explosé de 567% de 2004 à 2008 et sa plate-forme OTC (contrats de gré à gré) a vu son volume augmenter de 700%. Selon l'*U.S. Commodity Futures Trading Commission (CFTC)*, chargée par la loi américaine de réguler ces marchés, les marchés correspondants du gaz naturel et du pétrole sont tenus

majoritairement par des spéculateurs. La grande masse de ces spéculateurs est constituée des institutions financières comme Goldman Sachs, JP Morgan Chase/Bear Sterns, Morgan Stanley, City Group et Bank of America/Merrill Lynch. Ces firmes ont transformé les marchés de l'énergie en centres particulièrement lucratifs de profit, tirant plein avantage de leurs caractéristiques pour maximiser leurs pouvoirs de marché et le contrôle de l'information.

Aux Etats-Unis, la **Commodity Futures Trading Commission** (CFTC) est une agence fédérale indépendante américaine chargée de la régulation des bourses de commerce, où se traitent les matières premières. Présidée aujourd'hui par Gary Gensler, nommé à sa tête par le Président Obama, elle avait déjà été saisie par l'administration Bush et le Congrès de la question de la spéculation sur les hydrocarbures et le rôle des produits financiers dans cette dernière. La CFTC a tenu les 28, 29 juillet et cinq août derniers des auditions pour discuter de ces questions et imposer une nouvelle réglementation à ce type de produits qui prolifèrent.

Le 12 août, la CFTC a infligé une amende au Hedge Fund **Amaranth** et à son trader en chef **Brian Hunter**, en raison de leurs tentatives de manipuler le marché des contrats à terme sur le gaz naturel, en réalisant des ventes destinées à profiter à d'autres de leurs positions sur le marché. Ce fond avait attiré l'attention en perdant plus de 6.5 milliards de dollars pendant l'été 2006 et en ayant du cessé ses activités à la suite de cet incident de parcours. **Brian Hunter** a déjà depuis créé un autre Hedge Fund.

Plus inquiétant encore, l'**US Nuclear Regulatory Commission**, agence de sécurité du nucléaire aux Etats-Unis a du rappeler à l'ordre à la fin juin, les compagnies électriques privées américaines qui exploitent des centrales nucléaires qui se sont

peut être contrecarrée que par une fuite en avant dans l'augmentation des prix de l'énergie payés par l'utilisateur et dans celle des exonérations fiscales financées par le contribuable de manière à garantir une rentabilité financière aux investissements auxquels le monde de la finance rechignera toujours en ce secteur où les temps de retour sont trop longs pour elle.

Le système énergétique français du second empire jusqu'en 1946 fonctionnait selon ces mêmes principes financiers de base, que la financiarisation mondiale de ces dernières années et l'invention de produits financiers de plus en plus complexes n'aura fait que pousser encore plus loin dans leur logique spéculative, qui consiste toujours simplement à obtenir le retour le plus important,

“La nationalisation élimine le groupe financier de la gestion, elle ne fait plus du profit l'objet de l'entreprise. Il n'est pas de climat plus favorable à une promotion du travailleur. Il cesse d'être le salarié d'un intérêt privé, pour devenir le serviteur de l'intérêt public. Ainsi son effort tend vers un but, dont il reconnaît la noblesse et acquiert une haute portée morale et sociale. Cette adhésion au but de l'entreprise permet de l'associer à la gestion et non plus seulement au rang subalterne des Comités d'Entreprise. Il ne collabore plus seulement à la direction de l'atelier, au perfectionnement du travail, à la gestion des oeuvres sociales. Il n'a plus seulement un droit de regard lointain sur les comptes. Il doit maintenant prendre une part active de l'administration et de la responsabilité.”

Paul Ramadier, Président du Conseil, présentant devant l'Assemblée, le 13 mars 1946, les motifs généraux de la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz.

sur le capital le plus réduit possible dans le moins de temps possible. Cet objectif est incompatible avec les exigences de fonctionnement du secteur de l'énergie. Aucune règle qui lui serait imposée n'est susceptible d'en permettre la coexistence³. La poursuite exclusive de ce but conduit à une telle situation énergétique catastrophique que la France au sortir de la guerre décida d'y mettre fin et de faire en sorte que d'autres objectifs que

Fig N° 1 : évolution des prix du pétrole et du gaz naturel depuis 2006 (\$/bl et %, Nymex)

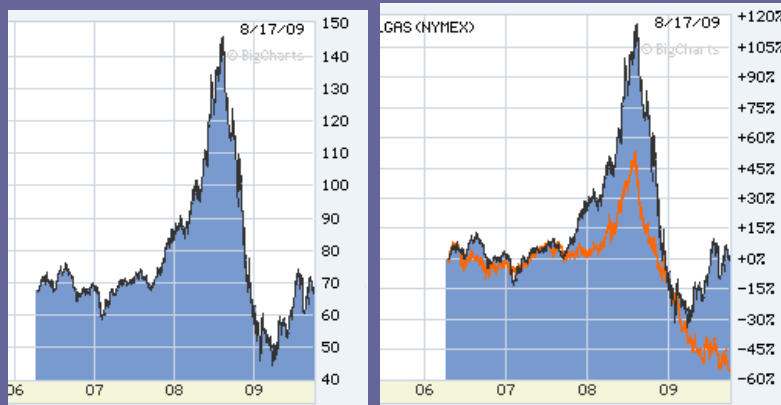
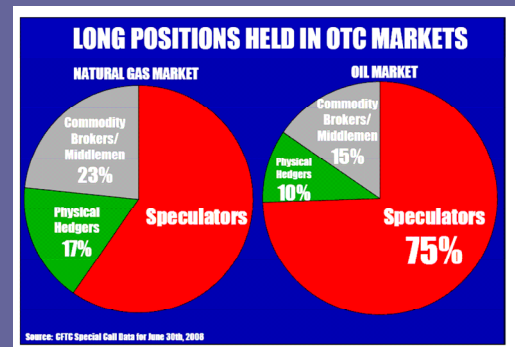


Fig N° 1 : la nature des acteurs intervenant sur le marché américain vue par son régulateur lui-même(CFTC), un peu dépassé par les événements



Lire les travaux d'enquête de la CFTC sur <http://www.cftc.gov/>

défait de leurs obligations et se sont abstenues d'alimenter les fonds de démantèlement des centrales nucléaires. Les détenteurs de licence d'exploitation nucléaire qui ont reçu cet avertissement - Excelon, Entergy, Constellation, FPL, First Energy et Tennessee Valley Authority – comptent parmi les grands noms du nucléaire aux Etats-Unis et se justifient en invoquant conditions de marché². Dans le domaine du gaz non conventionnel, des énergies renouvelables, de l'éthanol, on pourrait montrer de la même façon l'influence exclusive de la finance dans les choix de développement, et l'instabilité inhérente qu'elle induit et qui ne

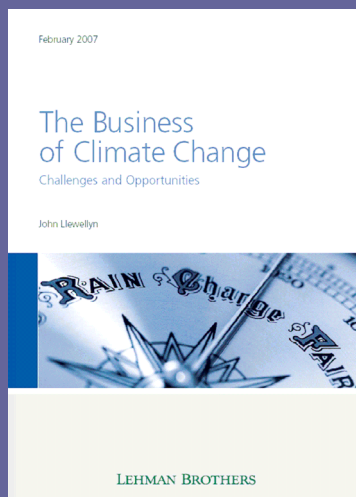
celui du profit soit poursuivis, puisque cette mécanique s'était révélée mortifère dans le secteur de l'énergie.

C'est donc un formidable bond en arrière que la France l'année dernière a effectué en privatisant et en financiarisant, en séparant GDF d'EDF, en laissant retomber Gaz de France aux mains de la finance dans sa fusion / dissolution dans Suez, qui, encore une simple banque il y a à peine dix ans, est devenue par la magie du

² NRC cites utility shortfalls
Rebecca Smith
Wall Street Journal, 20 juin 2009

³ Ce constat est d'ailleurs à l'origine de la déréglementation tentée aux Etats-Unis à laquelle ils ont du renoncer. De manière ironique, au niveau de l'histoire des idées, la déréglementation américaine du secteur entraîna l'Europe dans cette voie et aboutit au fait que la France, qui avait déjà apporté sa solution au problème en nationalisant le secteur se retrouve aujourd'hui dans la situation d'un oligopole privé financiarisé dont l'Amérique de Reagan souhaitait justement se débarrasser des défauts rédhibitoires en déréglementant les marchés de l'électricité et du gaz.

Fig N° 1 : le rapport, qui fit référence, jusqu'à ce que...



Toujours consultable à l'adresse : http://www.lehman.com/press/pdf_2007/TheBusinessOfClimateChange.pdf

marché financier la première utilité mondiale ! La puissance de frappe qui lui a été ainsi conférée lui donnera tous les moyens de conforter sa position encore un peu fragile : pouvoir de fixation des prix, mise sous influence et capture du pouvoir politique à tous les niveaux (on assiste déjà à de premières menaces publiques non voilées en Belgique pour faire plier ceux qui osent se dresser sur la route), réduction forcenée des coûts, de la maintenance et de la sûreté, pression salariale et idéologique sur les salariés pour les soumettre par la contrainte à la logique inexorable et réductrice de la rentabilité maximale du capital investi, qui ordonne son existence et constitue sa seule

raison d'exister. D'énormes tensions sont à attendre, une augmentation des prix sera bien sûr toujours recherchée, ainsi que la plus faible immobilisation de capital, et le système en lui-même contradictoire sera au mieux voué à user d'expédients pour se survivre jusqu'à ce qu'il redevienne intolérable. Tel est le diagnostic, que la récente crise financière ne fait que confirmer et de plus renforce dans les craintes qu'il fait naître.

La question du changement climatique ne change rien à l'analyse. Si elle est souvent détournée pour introduire la confusion dans les raisonnements, en entremêlant des problématiques complexes liées aux technologies, aux énergies ou à la météorologie et en les mettant brutalement et sans scrupules scientifiques sur le tapis pour jouer sur les émotions, on ne peut manquer d'observer que ce sont les banques (au premier rang desquelles en 2008, feu *Lehmann Brothers*, c'est à noter), les institutions financières et les industries financiarisées qui mettent le plus en avant leurs préoccupations altruistes sur le sujet et s'efforcent d'influer sur les décisions politiques indispensables en imposant leurs propres solutions de marché. Dans la perspective de la conférence de Copenhague, une grande agitation politique et médiatique est orchestrée en France. Même si tout le monde sait bien que tout est suspendu uniquement à l'issue du débat politique très intense qui est en cours aujourd'hui sur cette question aux Etats-Unis et aux conclusions des négociations simultanées sur le même thème avec la Chine. En manque de thèmes politiques positifs mobilisateurs, l'Europe se pose en championne et accessoirement dans sa version Sarkozienne, en donneuse de leçons. Elle a en effet la première, historiquement - d'ailleurs sous l'influence de l'administration Clinton qui avait posé initialement l'adoption du système financier de gestion des quotas

Fig N° 1 : le nouveau marché de la "Finance Carbone" et ses prédicateurs

Charles Beigbeder, fondateur de Powéo et "dandy des affaires" selon le journal *Le Point* (13 août) scelle son alliance, avec *Action Carbone*, un programme de Goodplanet.org, association à but non lucratif, pour la promotion du Développement Durable, présidée par Yann Arthus Bertrand.



Interview le jeudi 19 juin 2008 de Charles Beigbeder PDG de Poweo. Candidat à la présidence du Medef en mai 2005 en remplacement d'Ernest Antoine-Seillière, il s'était finalement rallié à la candidature victorieuse de Laurence Parisot.

"Anne Fulda - Bonsoir. Bienvenue au Talk Orange-Le Figaro. Ce soir nous recevons Charles Beigbeder, président de Poweo, premier opérateur indépendant de gaz et d'électricité en France. Vous êtes peut-être l'un des seuls patrons que la hausse du prix du carburant rend heureux. Un baril reparti au-dessus de 137 dollars, c'est bon pour vous ou c'est un peu exagéré ?

C. Beigbeder : je ne veux pas être heureux, mais c'est une bonne chose parce que l'énergie n'est pas un bien ordinaire. On va en avoir de moins en moins, le pétrole s'épuise et il y a le réchauffement climatique aussi. Il faut lutter contre ce réchauffement climatique, lutter contre les gaspillages. Un baril à 137 dollars, donc une énergie chère, c'est une bonne chose. Cela donne un signal fort à tout le monde pour relancer la lutte contre les gaspillages. Poweo, mon entreprise, se positionne justement pour être là pour essayer de proposer des solutions énergétiques globales aux consommateurs."

Fig N° 1 : Michel Rocard remet son rapport sur la taxe carbone à Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du développement durable et de la Mer, le 28 juillet 2009



Pour lire le Rapport de la conférence des experts et de la table ronde sur la contribution Climat et Énergie présidées par Michel Rocard, ancien Premier ministre : <http://www.contributionclimatenergie.fr/>

dit *Cap and Trade*, comme un préalable à la signature par les Etats-Unis de l'accord de Kyoto, qu'ils ne ratifieront jamais -, mis en place un marché du CO².

Aujourd'hui devant l'échec patent de son fonctionnement et les rafistolages qu'il oblige à opérer, une taxe carbone est à l'étude dans l'attente des décisions américaines et Michel Rocard a accepté la proposition de N. Sarkozy de travailler sur la question, dans un cadre fixé par l'actuel Président de la République. Il y a toutefois pu affirmer son opposition au système existant des quotas d'émission et du marché financier qui a été créé de toutes pièces pour les échanger et constituer une nouvelle table de jeu sur laquelle les banquiers pourraient prélever leur dîme ou se livrer à une autre forme, toujours renouvelée, de spéculation. Il est utile de se rappeler les conditions de la subreptice introduction du pseudo marché des certificats d'émission en Europe et en France. C'est en effet dans l'après-midi du cinq mars 2004, que l'Assemblée Nationale habilitait le Gouvernement à transposer par ordonnances un large ensemble de directives communautaires (25 au

nombre !) et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire. Parmi les habilitations demandées, plusieurs concernaient les transports, d'autres le secteur médical, une enfin portait sur la création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. *Christophe Caresche*, député PS de Paris devait réagir ainsi à cette dégradation du fonctionnement de notre démocratie :

"Dans le domaine environnemental, il est surprenant de voir le Gouvernement se précipiter pour transposer des directives - on ne saurait, pour le coup, lui reprocher sa lenteur ! - alors qu'il soumettra à la représentation nationale, lors de la reprise de nos travaux au mois d'avril, un projet de loi constitutionnelle visant à insérer dans notre Constitution le droit de l'homme à un environnement sain et équilibré. Il aurait semblé logique d'attendre cette réforme avant de bouleverser des parties importantes du droit de l'environnement. Cela aurait également permis d'associer le Parlement à ce travail d'élaboration.(...)Vous l'aurez compris, madame la ministre, nous sommes vraiment hostiles à la méthode que vous employez, car elle nous contraint à renoncer à notre pouvoir de législateur. Cependant, cette hostilité ne saurait être confondue avec une remise en cause de notre engagement européen. Aussi, nous abstenons-nous sur ce texte."

Le Gouvernement profitait d'ailleurs alors de l'aubaine et chargeait la barque un peu plus. Il faut en effet ajouter que cette loi de transposition précisait dans son article 10 : " Outre les mesures législatives nécessaires à la transposition de la directive, le Gouvernement est autorisé à déterminer, par ordonnance, le régime juridique, comptable et fiscal des quotas d'émission de gaz à effet de serre ."

Faudrait-il tourner la page de la nationalisation ?

«Un projet d'avenir ne peut se construire qu'en tenant compte des enseignements tirés des échecs passés» a dit un jour Mendès France. Les solutions de marché ne fonctionneront jamais pour l'énergie. Il est particulièrement nocif de semer l'illusion aujourd'hui, que des replâtrages des réglementations mises en place pour introduire la concurrence dans le marché de l'énergie en Europe et qui doivent être révisées en permanence, par paquets entiers, sont capables de remédier à leurs tares fondamentales. Ce n'est pas les couches de régulation successives appliquées comme des cautères qui sont, dans le cas du secteur énergétique, susceptibles de résoudre les difficultés qui ont été créées volontairement sous l'influence des marchés

financiers toujours avides d'étendre leurs champs d'action et de créer des marchés *financiarisables, monétisables*, gérables par eux, même là où ils n'ont strictement aucune raison d'être. On l'a bien vu d'ailleurs dans la privatisation de GDF et celle en cours d'EDF. Bien que ses initiateurs aient juré leurs grands dieux que l'introduction de la concurrence et la construction du marché n'avaient rien à voir avec la remise en cause de la nature de la propriété publique des entreprises, il ne fallut pas longtemps pour que la finance ne mette la main sur la cassette et parvienne à l'objectif qui se dissimulait derrière la fiction de la concurrence énergétique, à laquelle ils ne croyaient même pas eux-mêmes..

On l'aura compris : le programme de travail est clair et le débat démocratique indispensable. Ce ne seront pas les "dires des experts" rétribués par la Commission Européenne, pour rechercher des justifications académiques à sa politique énergétique, ni les articles de journalistes, pré-fabriqués en kits par les services pléthoriques de communication de l'oligopole et de ses filiales, ni non plus les rapports commandés aux think-tanks ou aux consultants anglo-saxons, qui apporteront la solution, après avoir contribué à créer cette situation. Ce ne doit pas être les multinationales, même d'origine française, qui fortes de leur nouvelle énorme puissance et de leur influence sur un état affaibli et un pouvoir politique dépendant, servile ou asservi, doivent dicter les choix énergétiques en fonction de leurs intérêts et du profit qu'elles en escomptent pour elles-mêmes. C'est du bien-être des Français qu'il s'agit, de leur niveau de vie et au-delà, plus gravement, de leur sécurité, compte-tenu des enjeux environnementaux et géopolitiques que la question recouvre. C'est au plus mauvais moment de l'histoire de la France et de l'Europe que cette transformation, ce grand bond en arrière survient. La crise du PS, pour ne pas avoir su prendre la mesure exacte de ces évolutions imposées et de ses conséquences pratiques y compris sur lui-même, se superpose aujourd'hui à cette véritable crise énergétique, ce qui ne contribue pas à l'issue positive que les Français voudraient voir se dessiner de toute urgence. Mais, de la façon dont il abordera la question énergétique, dépendra vraisemblablement beaucoup la forme de son avenir.

ARRET DE LA "FINANCIARISATION" DU SECTEUR ENERGETIQUE

HALTE A LA SPECULATION : RETRAIT DES PRODUITS
FINANCIERS DERIVES ENERGIE ET CLIMAT,

RETOUR AU SECTEUR PUBLIC DES ENTREPRISES DE
L'ELECTRICITE ET DU GAZ

Je souhaite prendre contact et travailler avec le Groupe Socialiste d'Entreprise National Energie-EDFGDF

Nom :
Adresse :
Téléphone :
Fédération :

Prénom :
E-mail :

gse.edfgdf@free.fr

<http://energiesocialiste.free.fr>

A renvoyer à ou à remettre à un militant du Parti Socialiste

